



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/666
20 octobre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
Point 117 de l'ordre du jour

AMÉLIORATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Rapport du Secrétaire général

I. INTRODUCTION

1. Alors que nous célébrons le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, je suis de nouveau contraint d'appeler l'attention des États Membres sur la situation critique des finances de l'Organisation. Comme chefs d'État et de gouvernement, ministres et autres représentants sont rassemblés pour examiner la situation internationale et définir le rôle futur de l'Organisation des Nations Unies, celle-ci se trouve dans une situation financière précaire.

2. Je n'ignore pas que certains, se rappelant les avertissements lancés à ce sujet par le passé et considérant que nous avons réussi à survivre à ces tempêtes, vont conclure que j'exagère la gravité de la situation actuelle. Je regrette de ne pouvoir partager cet optimisme. Les crises passées ont au contraire laissé l'Organisation financièrement affaiblie.

3. Notre situation financière est aujourd'hui incertaine. L'Organisation n'a pas de base de fonds propres; elle n'a effectivement aucune réserve. Elle est totalement tributaire de la fixation en temps voulu par les États Membres de leurs contributions pour les mandats qu'ils souhaitent voir exécuter, et du paiement rapide de ces contributions pour qu'il y ait suffisamment d'entrées de fonds pour financer ces mandats. Or, ce n'est pas ce qui se produit :

a) Les quotes-parts non acquittées ont atteint un montant sans précédent (voir par. 4 à 19, 37 et 43 ci-après);

b) Les entrées de fonds sont devenues imprévisibles, voire erratiques (voir par. 7, 8, 16, 20, 24 et 25);

c) L'encaisse du budget ordinaire est épuisée. Selon toute vraisemblance, la situation ne devrait pas changer d'ici à la fin de l'année (par. 21 à 25 et 37);

95-31186 (F) 231095 241095 251095



/...

d) Il a fallu emprunter au compte des opérations de maintien de la paix pour couvrir des dépenses relevant du budget ordinaire (par. 22 et 37 et annexe IV);

e) Les dettes de l'Organisation augmentent, sans aucune assurance prévisible quant au moment où elles pourront être remboursées et à la mesure dans laquelle elles pourront l'être (par. 33, 40 et 41);

f) Les mesures d'urgence mises en oeuvre pour réaliser des économies de trésorerie auront un effet positif modeste mais ne constituent pas une solution à long terme (par. 26 et 27);

g) Ces dernières semaines, des versements importants ont été reçus, mais la plupart avaient déjà été anticipés. Il faudra toujours, comme on le prévoyait, emprunter environ 240 millions de dollars pour le budget ordinaire d'ici à la fin de l'année. Une réduction du niveau escompté ces montants dus aux pays fournissant des contingents est maintenant devenue possible (par. 34 à 41).

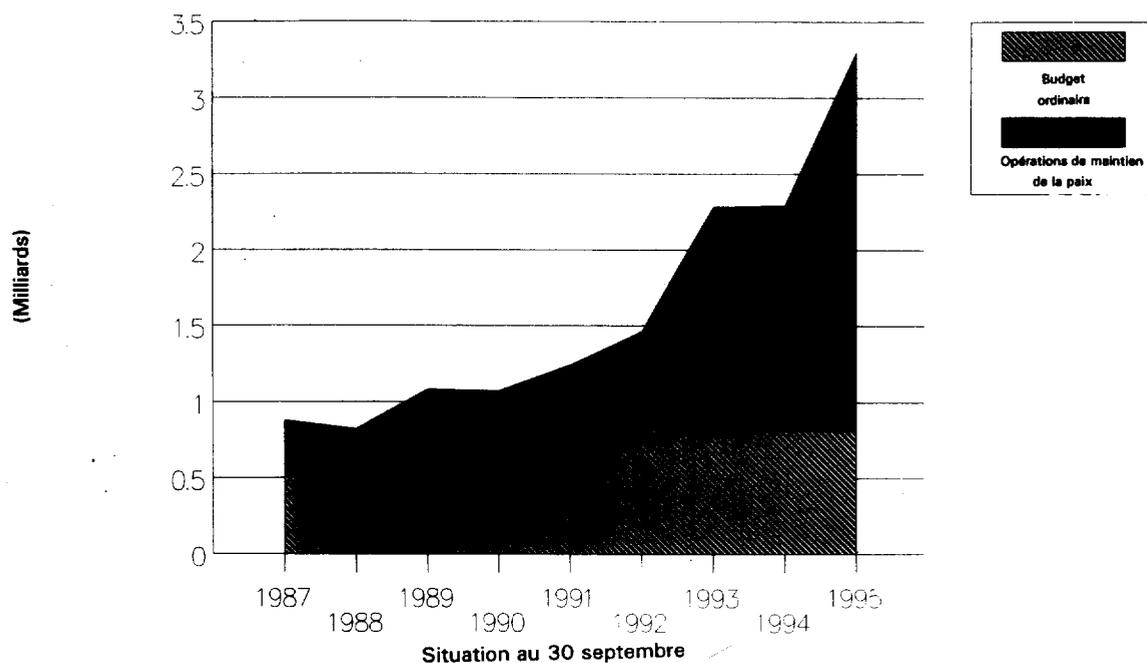
II. ARRIÉRÉS DE CONTRIBUTIONS ET QUOTES-PARTS NON ACQUITTÉES

A. Encours total

4. L'encours total des contributions non acquittées au budget ordinaire et aux opérations de maintien de la paix dépassait 3,3 milliards de dollars au 30 septembre 1995. La figure suivante illustre l'augmentation continue du montant des contributions non acquittées.

CONTRIBUTIONS NON ACQUITTÉES

Au budget ordinaire et aux opérations de maintien de la paix



/...

5. On trouvera à l'annexe I du présent rapport un état récapitulatif des contributions non acquittées des États Membres, qui, au 30 septembre 1995, se montaient au total à 3 330 400 000 dollars. Un additif, décrivant la situation à la date du présent rapport, sera bientôt publié.

B. Quotes-parts au budget ordinaire

6. À la fin de 1994, les quotes-parts non acquittées au budget ordinaire se montaient à 481,8 millions de dollars. Le 1er janvier 1995, de nouvelles contributions d'un montant de 1 134,6 dollars ont été mises en recouvrement. Vingt et un États Membres se sont acquittés intégralement de leurs quotes-parts de 1995 dans les 30 jours, en conformité avec la Charte des Nations Unies et le règlement financier. Au 30 septembre, 59 autres États Membres s'étaient acquittés de leurs contributions dans leur intégralité, mais 104 étaient toujours en retard dans le paiement des leurs malgré des demandes et des rappels fréquents, et n'avaient donc pas exécuté les obligations que leur impose la Charte.

7. On trouvera à l'annexe II du présent rapport un profil des paiements des États Membres au 30 septembre au cours des trois dernières années. Si l'on constate une certaine amélioration en 1995 par rapport au deux années précédentes, la situation d'ensemble demeure extrêmement insatisfaisante.

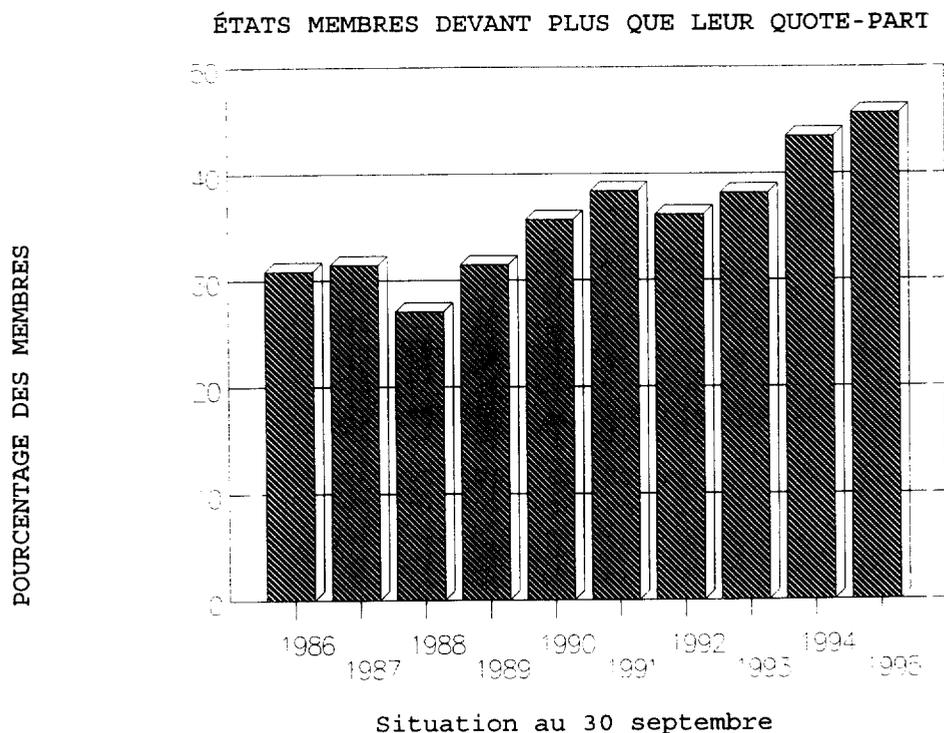
8. À trois mois de la fin de 1995, le montant total des quotes-parts non acquittées au budget ordinaire atteignait 810,1 millions de dollars, dont 385,6 millions étaient dus au titre de 1994 et des années précédentes et 424,5 millions au titre de 1995. Le montant total des contributions non acquittées équivaut à 71,4 % du budget ordinaire de 1995. En outre, le montant des contributions au budget ordinaire du plus gros contributeur durant le dernier trimestre de l'année est incertain à ce stade.

9. Les efforts supplémentaires faits par certains États Membres ont amené une amélioration du taux de paiement des quotes-parts au budget ordinaire de l'année. C'est ce que montre le tableau ci-après, qui indique le pourcentage des contributions au budget ordinaire de l'année versées au 30 juin et au 30 septembre 1995, et les chiffres correspondants pour les mêmes dates et au 31 décembre de chaque année depuis 1986 :

	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>	<u>1994</u>	<u>1995</u>
30 juin	49,6	52,0	56,5	48,0	47,9	39,7	50,9	50,9	46,5	59,2
30 septembre	57,8	56,1	63,3	64,6	64,3	59,5	54,8	55,2	58,2	62,6
31 décembre	70,3	63,8	66,0	66,4	65,3	61,0	61,1	62,5	66,8	-

10. Néanmoins, au cours de la même décennie, comme le montre la figure ci-après, le nombre des États Membres devant plus que leur quote-part de l'année a continué d'augmenter, tant dans l'absolu qu'en pourcentage du nombre total des Membres de l'Organisation. À cet égard, au 30 septembre 1995, la situation avait atteint des niveaux sans précédents, puisque 84 États Membres, soit plus de 45 % des Membres de l'Organisation, entraient dans cette catégorie. À la même date, 47 Membres n'avaient versé aucune contribution au budget ordinaire en 1995.

/...



11. On trouvera à l'annexe III du présent rapport un état des contributions au budget ordinaire au 30 septembre 1995. Un additif, décrivant la situation à la date du présent rapport, sera bientôt publié.

C. Contributions aux opérations de maintien de la paix

12. On compte actuellement 15 opérations de maintien de la paix financées par les quotes-parts des États Membres : la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant (FNUOD); la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL); la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM III); la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO); la Force de paix des Nations Unies, qui comprend trois opérations distinctes mais liées, la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU), l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie (ONURC) et la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRONU); la Force des Nations Unies à Chypre (UNFICYP) et la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUK) qui sont en partie financées à l'aide des quotes-parts; la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG); la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA); la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL); la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR); et la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT).

13. En outre, n'ont pas encore été acquittées certaines contributions à 12 opérations de maintien de la paix achevées : Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC) et Autorité provisoire des Nations Unies au

/...

Cambodge (APRONUC) (ces soldes ont été imputés à l'APRONUC); Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA); Mission d'observateurs des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) (ces soldes ont été imputés à l'ONUSAL); Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM I et II) (ces soldes ont été imputés à UNAVEM III); Mission d'observation des Nations Unies en Ouganda-Rwanda (MONUOR) (ce solde a été imputé à la MINUAR); Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge; Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM); Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ); Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq (GOMNUII); et Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT).

14. Le tableau suivant offre des informations, au 30 septembre 1995, sur les soldes dus, les quotes-parts et les versements pour chacune des opérations de maintien de la paix financées au moyen des quotes-parts. On a pris le 30 septembre 1993 comme point de départ pour qu'il n'y ait pas de solution de continuité par rapport aux tableaux figurant dans les rapports antérieurs du Secrétaire général sur la question.

	Solde dû au 30 sept. 1993	Quotes-parts depuis septembre 1993		Sommes versées		Montant exigible au 30 sept. 1995
		Période	Montant	Oct. 1993- sept. 1994	Oct. 1994- sept. 1995	
(En millions de dollars É.-U.)						
FNUOD	24,3	12/93-11/95	53,1	18,6	28,0	30,8
FINUL	233,5	2/94-1/96	269,3	114,5	156,3	232,0
UNAVEM ^a	33,1	12/93-12/95	248,3	35,2	139,0	107,2
MONUIK	31,2	11/93-10/95	28,2	15,0	7,2	37,2
MINURSO	20,4	12/94-9/95	48,4	—	18,5	50,3
ONUSAL ^b	33,7	12/93-5/95	32,8	22,1 ^c	14,1	30,0
APRONUC ^d	278,2	9/93-3/94	100,0	216,8	103,3	58,1
FORPRONU	428,4	10/93-11/95	3 540,8	1 371,4	1 248,3	1 349,5
ONUSOM	310,7	10/93-2/95	1 050,2	820,7	216,5	323,7
ONUMOZ	98,9	10/93-3/95	336,8	255,7	136,4	43,6
GOMNUII	1,1	Aucune	—	0,2	—	0,9
GANUPT	2,3	Aucune	—	—	0,2	2,1
UNFICYP	7,2	12/93-12/95	42,2	16,2	18,7	14,5
MONUG	^e	8/93-1/96	26,3	3,1	18,8	4,4
MINUHA	—	9/93/8/95	174,8	1,0	138,6	35,2
MONUL	—	9/93-12/95	57,5	34,0	10,0	13,5 ^f
MINUAR	—	10/93-12/95	435,9	86,1	191,7	158,1
MONUOR	^g	6/93-12/93	3,6	2,7	0,4	0,5
Équipe des liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	—	11/93-5/94	0,9	0,5	0,3 ^h	0,1
MONUT	—	12/94-12/95	8,4	—	5,0	3,4
Total	1 503,0		6 457,5	3 013,8	2 451,6	2 495,1ⁱ

(Voir notes page suivante)

/...

(Notes du tableau)

^a Y compris UNAVEM I, II et III.

^b Y compris l'ONUCA.

^c Y compris un crédit de 2,6 millions de dollars provenant du solde inutilisé de l'ONUCA.

^d Y compris la MIPRENUC.

^e La résolution 48/475 sur le financement de la MONUG a été adoptée le 23 décembre 1994, et c'est pourquoi aucun solde n'est indiqué au 30 décembre 1993.

^f Y compris 4,7 millions de dollars pour lesquels les avis de recouvrement ont été envoyés le 25 septembre 1995 et donc le délai de paiement de 30 jours n'était pas encore écoulé au 30 septembre 1995.

^g La résolution 48/245 sur le financement de la MONUOR a été adoptée le 5 avril 1994, et c'est pourquoi aucun solde n'est indiqué au 30 septembre 1993.

^h Y compris un crédit de 0,3 million de dollars provenant d'un solde inutilisé.

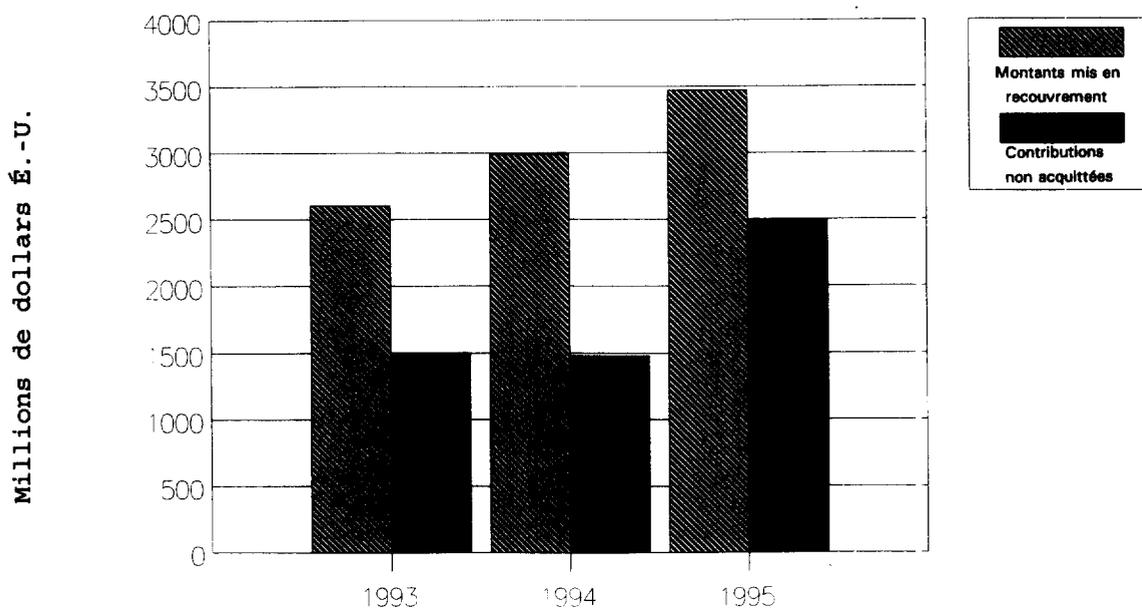
15. Le tableau qui précède montre que depuis le début de la quarante-huitième session de l'Assemblée générale (septembre 1993), les contributions mises en recouvrement pour les opérations de maintien de la paix ont été presque trois fois supérieures aux quotes-parts au budget ordinaire en 1994 et en 1995. Le solde non acquitté des contributions aux opérations de maintien de la paix est passé de 1 503 millions de dollars au 30 septembre 1993 à 2 495,1 millions de dollars au 30 septembre 1995, et était près de trois fois supérieur au montant dû au titre du budget ordinaire.

16. L'importance du montant des contributions non acquittées au 30 septembre 1995 est en partie imputable à la mise en recouvrement de contributions d'un montant total de 1,3 milliard de dollars en août 1995, suite à des décisions prises par l'Assemblée générale à la reprise de sa quarante-neuvième session. Néanmoins, l'augmentation continue, en termes absolus comme relatifs, du montant des contributions non acquittées aux opérations de maintien de la paix met à mal la capacité financière de l'Organisation de mener de telles opérations, au point d'en compromettre l'efficacité. Dans ce contexte, comme indiqué ci-après, le montant total des contributions aux opérations de maintien de la paix non acquittées au 30 septembre 1995 correspondait à plus de 70 % des mises en recouvrement des 12 mois précédents, une importante détérioration par rapport à la situation qui existait au 30 septembre 1993 (57 %) et au 30 septembre 1994 (49 %).

/...

CONTRIBUTIONS AUX OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX
(1993-1995)

Augmentation des contributions non acquittées



Contributions, du 1er octobre au 30 septembre

D. Paiement des quotes-parts au financement des tribunaux internationaux

17. Le 20 juillet 1995, l'Assemblée générale a adopté la résolution 49/242 B relative au financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991. Comme suite à cette résolution, un montant de 20,2 millions de dollars a été réparti entre les États Membres le 30 août 1995 au titre du financement du Tribunal international pour la période du 1er janvier 1994 au 31 décembre 1995. Sur ce total, les quotes-parts non acquittées au 30 septembre 1995 se montaient à 19 millions de dollars.

18. Le 20 juillet 1995, l'Assemblée générale a également adopté la résolution 49/251 relative au financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994. Comme suite à cette résolution, un montant de 6,5 millions de dollars a été réparti entre les États Membres le 30 août 1995 au titre du

/...

financement du Tribunal criminel international pour la période allant jusqu'au 31 octobre 1995. Sur ce montant, les quotes-parts non acquittées au 30 septembre 1995 se montaient à 6,1 millions de dollars.

19. L'Assemblée générale a eu des difficultés considérables à se mettre d'accord sur le mode de financement approprié à adopter en ce qui concerne le fonctionnement des deux tribunaux. L'adoption des résolutions 49/242 B et 49/251 était donc le fruit de longues négociations entre les États Membres. En attendant que l'accord se fasse, l'Assemblée générale avait autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses pour assurer le fonctionnement des deux tribunaux, à compter de 1993 dans le cas du tribunal pour l'ex-Yougoslavie et à partir de fin 1994 dans le cas du tribunal pour le Rwanda. L'absence de financement dans l'un et l'autre cas a contribué aux problèmes de trésorerie de l'Organisation. Le financement des tribunaux demeure d'ailleurs une source de problèmes car, comme on l'a vu plus haut, les quotes-parts restent, pour l'essentiel, impayées.

III. SITUATION DE TRÉSORERIE

20. Comme on peut s'y attendre, les tendances inquiétantes que révèle la situation en ce qui concerne le paiement des quotes-parts, décrite plus haut, se traduisent par des problèmes de trésorerie qui atteindront sans doute une ampleur sans précédent d'ici à la fin de 1995. C'est particulièrement le cas pour ce qui est du budget ordinaire.

21. S'agissant du Fonds général (qui comprend le budget ordinaire, actuellement épuisé, ainsi que les réserves de trésorerie, également épuisées, à savoir le Fonds de roulement et le Compte spécial), le scénario est malheureusement toujours le même : les encaisses sont épuisées vers la fin de l'été, mais le déficit n'est pas très important. En général, la situation ne s'améliore pas avant octobre ou novembre, une fois que le pays dont la quote-part est la plus élevée a effectué des versements importants. Comme le montrent les données sur la situation de trésorerie qui figurent dans l'annexe IV, on prévoit actuellement que les décaissements pour 1995, d'un montant total de 1 milliard 230 millions de dollars, seront supérieurs de 213 millions de dollars aux rentrées. Un déficit de cette ampleur n'avait jamais été enregistré jusqu'à présent.

22. On trouvera également à l'annexe IV des données permettant de comparer la situation mensuelle de trésorerie de 1991 à 1995. Il en ressort qu'entre 1991 et 1994, le déficit de trésorerie en fin de mois n'a été supérieur à 20 millions de dollars qu'à six reprises; le montant le plus élevé (septembre 1992) était inférieur à 70 millions de dollars. En revanche, en 1995, les réserves du Fonds général étaient complètement épuisées au début du mois d'août et il a fallu emprunter des fonds à des opérations de maintien de la paix pour permettre à l'Organisation de continuer à fonctionner. Selon les projections actuelles, le déficit de trésorerie à la fin de l'année atteindra près de 240 millions de dollars.

23. Cet état de choses est imputable à plusieurs facteurs, notamment au fait que le montant des quotes-parts non acquittées de nombreux États Membres tend à augmenter d'année en année, au fait que les dépenses correspondant à des mandats

/...

pour lesquels le financement n'était pas assuré, par exemple les tribunaux internationaux, ont dû être financées cette année par prélèvement sur les ressources du Fonds général; enfin à la faiblesse du dollar des États-Unis en 1995, qui a entraîné un accroissement du coût des opérations menées par l'Organisation en dehors de New York.

24. Le facteur le plus important auquel doivent être imputées l'ampleur et la durée exceptionnelles de la crise pour ce qui est du budget ordinaire est toutefois le changement intervenu quant au profil général des recouvrements escomptés. Comme on l'a vu plus haut, de nombreux États Membres ont fait de gros efforts pour verser intégralement leurs contributions comme suite aux avertissements de caractère pressant lancés par le Secrétaire général concernant la situation financière de l'Organisation. En dépit de leurs efforts, le montant total des quotes-parts non acquittées au titre du budget ordinaire dépassera vraisemblablement 630 millions de dollars d'ici à la fin de décembre 1995, c'est-à-dire 150 millions de plus (soit plus de 30 %) qu'à la fin de 1994.

25. Cet accroissement exceptionnel du montant prévu des contributions non acquittées à la fin de l'année est dû en grande partie à une réduction des paiements attendus du pays dont la quote-part est la plus élevée. Au cours des cinq dernières années, celui-ci effectuait un versement important, représentant la majeure partie de sa quote-part pour l'année en cours, pendant le mois d'octobre ou de novembre. Cette année, aucun versement important de sa part n'est attendu. Les projections concernant la situation de trésorerie comprennent certes des versements supplémentaires du pays considéré, mais le montant non acquitté de sa quote-part au budget ordinaire à fin décembre dépassera, selon les prévisions actuelles, 400 millions de dollars, soit 65 % du total des quotes-parts au budget ordinaire non acquittées à cette date.

26. Face à cette situation critique, le Secrétaire général a pris un certain nombre de mesures à court terme qui visent à conserver des ressources suffisantes pour permettre à l'Organisation de poursuivre ses activités, tant au titre du budget ordinaire qu'au titre des opérations de maintien de la paix. Ces mesures, énoncées dans une déclaration faite le 12 septembre 1995 par le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale (A/C.5/49/SR.68), ont essentiellement pour objet de suspendre des paiements jusqu'à ce que le montant des quotes-parts qui seront acquittées au début de 1996 soit suffisant pour permettre à l'Organisation de reprendre normalement ses activités.

27. Les mesures ainsi prises représentent dans le meilleur des cas un expédient devant permettre à l'Organisation de faire face à la crise financière dans l'immédiat. Elles ne peuvent en aucun cas résoudre le problème de base de l'Organisation, dont les obligations sont de loin supérieures aux ressources de trésorerie dont elle dispose. Tant que les États Membres ne verseront pas intégralement leurs quotes-parts tant au budget ordinaire qu'aux activités de maintien de la paix, ou tant qu'on n'aura pas trouvé d'autres moyens de faire face aux obligations financières de l'Organisation, la situation de trésorerie restera critique.

/...

28. Les activités de maintien de la paix ont également beaucoup souffert de l'insuffisance des réserves de trésorerie. Le montant des contributions non acquittées étant resté extrêmement élevé pour presque toutes les missions, de nombreuses opérations ont manqué de liquidités à plusieurs reprises pendant l'année 1995. Pour pouvoir continuer à fonctionner, elles ont dû emprunter, pour des périodes de longue durée, des liquidités dont pouvaient disposer temporairement d'autres missions ou le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix. Au 30 septembre 1995, des emprunts d'un montant total de 64,5 millions de dollars avaient été consentis à cinq opérations de maintien de la paix (APRONUC, ONUSAL, ONUSOM, MINURSO et MONUL); ces fonds avaient été prélevés sur les comptes d'autres opérations de maintien de la paix ainsi que sur le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix.

29. L'APRONUC, l'ONUSOM et l'ONUSAL, dont la dette s'élève au total à 42,9 millions de dollars, soit 66,6 % des emprunts non encore remboursés, ont cessé de fonctionner. Il reste néanmoins des sommes à rembourser à des gouvernements et à d'autres parties au titre de ces opérations. Pour régler ces obligations, il faudra procéder à de nouveaux emprunts si les contributions non acquittées ne sont pas payées. L'expérience de ces dernières années montre toutefois que les contributions non acquittées au titre d'opérations achevées ne sont normalement pas considérées comme prioritaires par les États Membres qui ont des contributions à acquitter à la fois pour des opérations en cours et pour des opérations achevées. Il convient de noter que l'obligation de recourir à de nouveaux emprunts a inévitablement des incidences sur les opérations auprès desquelles les fonds sont empruntés, ce qui se traduit en dernier ressort par des retards dans le paiement des sommes dues aux gouvernements ou par le non-paiement de ces sommes.

30. Bien qu'un certain nombre d'États Membres aient effectué des versements importants, le montant total des contributions non acquittées au titre des opérations de maintien de la paix s'élevait au total à 2,5 milliards de dollars à fin septembre 1995. Sur ce total, plus de 900 millions de dollars, soit 36 %, correspondent à des contributions non acquittées par le pays dont la quote-part est la plus élevée.

31. À fin 1995, on estime que la situation de trésorerie de l'Organisation sera la suivante :

	<u>31 décembre 1995</u> (en millions de dollars É.-U.)
Budget ordinaire	(239)
Total, maintien de la paix	725
	<hr/>
Encaisse totale disponible	486
	<hr/> <hr/>

32. Ces projections tiennent compte du versement prévu de sommes supplémentaires importantes au titre du budget ordinaire et des opérations de maintien de la paix au cours des trois derniers mois de 1995. Même si les prévisions en ce qui concerne le recouvrement des quotes-parts non acquittées se

/...

réalisent d'ici la fin de l'année, la date à laquelle les paiements seront effectués aura une importance cruciale.

33. L'effet le plus important des difficultés de trésorerie en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix a été la nécessité de réduire considérablement, et même de suspendre pendant des périodes de plus en plus longues, le paiement des sommes à rembourser par l'Organisation des Nations Unies aux États Membres au titre des troupes qu'ils fournissent et de leur équipement. L'ampleur considérable, et qui ne cesse de croître, de ces dettes à l'égard des États Membres est une source de graves problèmes pour ces derniers, en particulier ceux qui ne peuvent attendre pendant de longues périodes avant d'être remboursés.

IV. ÉVOLUTION DE LA SITUATION DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE 1995

34. Depuis le 30 septembre 1995, plusieurs États Membres ont montré qu'ils n'étaient pas indifférents à la crise financière de l'Organisation en réglant au moins une partie de leur arriéré. Comme il a été indiqué plus haut, un additif au présent rapport détaillant les sommes reçues depuis cette date sera publié sous peu.

A. Budget ordinaire

35. Au 18 octobre 1995, six pays (Arabie saoudite, Fédération de Russie, Kenya, Maurice, Samoa et Zambie) s'étaient ajoutés à la liste de ceux qui avaient réglé en totalité leurs contributions au budget ordinaire. À la même date, des contributions au budget ordinaire d'un montant total de 40,3 millions de dollars avaient été versées par différents pays, dont ne faisait pas partie le pays dont la quote-part est la plus élevée. Dans les prévisions de trésorerie pour le dernier trimestre de 1995, il avait été escompté que la plupart de ces États Membres effectueraient des règlements, pour un montant total proche de celui qui a été encaissé.

36. Le 19 octobre 1995, le pays dont la quote-part est la plus élevée a versé 95 millions de dollars au titre de l'arriéré de ses contributions au budget ordinaire. Cette rentrée fort opportune est restée dans les limites des rentrées escomptées dans les prévisions de trésorerie pour le dernier trimestre de 1995.

37. Bien que ces versements aient ramené à 674,8 millions de dollars le montant des contributions au budget ordinaire non encore acquittées, on continue donc à considérer que le montant qu'il faudra prélever sur les comptes des opérations de maintien de la paix pour pallier le manque à recevoir au titre du budget ordinaire s'élèvera en fin d'année à quelque 240 millions de dollars. L'augmentation prévue des sommes à prélever sur les comptes des opérations de maintien de la paix ne peut être freinée que si les rentrées au titre du budget ordinaire dépassent le montant actuellement prévu ou si l'effet des mesures d'économie de trésorerie se maintient.

/...

B. Opérations de maintien de la paix

38. Au 19 octobre 1995, de nouveaux versements d'un montant total de 227,8 millions de dollars avaient été encaissés au titre des opérations de maintien de la paix, ce qui a ramené le montant des contributions non acquittées à environ 2 290 700 000 dollars. Le montant de ces rentrées comprend des versements importants au titre d'arriérés, supérieurs à ceux qui avaient été prévus à la mi-septembre pour le dernier trimestre.

39. En particulier, des versements qui n'avaient pas été prévus avaient, au 12 octobre 1995, été effectués par la Fédération de Russie (61 millions de dollars), les États-Unis d'Amérique (26 millions de dollars) et le Brésil (12 millions de dollars). Le 18 octobre 1995, 12 millions de dollars supplémentaires ont été versés par la Fédération de Russie. On attend la semaine prochaine de nouveaux versements de la Fédération de Russie (25 millions de dollars) et des États-Unis (56 millions de dollars).

40. Compte tenu de ces rentrées, le Secrétaire général a décidé, le 12 octobre 1995, de rembourser aux pays fournissant des contingents un montant modeste mais déjà trop longtemps différé : 150 millions de dollars. Même compte tenu de ces remboursements, le montant restant dû aux États Membres au titre du coût des contingents et du matériel s'élève actuellement à quelque 872 millions de dollars, dont la ventilation est indiquée ci-dessous :

<u>Montant dû</u>	<u>Nombre de pays</u>	<u>Montant total</u> (en millions de dollars É.-U.)
Moins de 10 millions de dollars	53	121
De 10 à 30 millions de dollars	14	241
De 30 à 50 millions de dollars	6	213
Plus de 50 millions de dollars	4	297
Total	<u>77</u>	<u>872</u>

Compte tenu des paiements que viennent d'effectuer ou que devraient effectuer la Fédération de Russie et les États-Unis, le Secrétaire général compte procéder dans les prochaines semaines à une deuxième série de remboursements aux pays contribuant des contingents, pour un montant total de 100 millions de dollars.

41. Cette somme une fois payée, l'Organisation devra encore aux pays intéressés environ 800 millions de dollars à la fin du mois d'octobre et 1 milliard de dollars à la fin de l'année. Le retard mis à rembourser ces pays, joint à l'importance des sommes dues, les met injustement à contribution. Cela pourrait finir par les dissuader de participer aux opérations de maintien de la paix, ce qui mettrait en jeu la possibilité de recourir à ces opérations pour maintenir la paix et la sécurité.

/...

V. CONCLUSION

42. S'il est vrai qu'un certain nombre d'États Membres ont répondu aux appels du Secrétaire général concernant la situation financière critique dans laquelle se trouve l'Organisation, cette situation n'en reste pas moins sombre. Le Fonds général, à l'aide duquel sont financées les activités au titre du budget ordinaire, devrait accuser à la fin de l'année un déficit de l'ordre de 240 millions de dollars. L'éventualité de versements supplémentaires au titre du budget ordinaire, de la part du pays dont la quote-part est la plus élevée, demeure incertaine.

43. En ce qui concerne les opérations de maintien de la paix, les arriérés s'élèvent encore à presque 2,3 milliards de dollars. L'encaissement imprévu de certaines contributions permettra à l'Organisation d'effectuer quelques remboursements aux pays fournissant des troupes, ce qui ne l'empêchera pas de leur devoir encore 1 milliard de dollars à fin 1995. Ce problème est bien sûr aggravé par la nécessité de prélever des fonds sur les comptes des opérations de maintien de la paix pour assurer le financement du budget ordinaire.

44. Si les États Membres ne prennent pas la ferme résolution de verser leurs contributions conformément à l'obligation que leur en fait la Charte, l'Organisation sera dans l'incapacité de travailler pour eux et sa survie même sera compromise.

ANNEXE I

Contributions non acquittées au 30 septembre 1995 au titre du budget ordinaire, du budget des opérations de maintien de la paix et du budget des tribunaux internationaux²

(En milliers de dollars des États-Unis)

Budget ordinaire				Budget des opérations de maintien de la paix et budget des tribunaux internationaux				Budget ordinaire, budget des opérations de maintien de la paix et budget des tribunaux internationaux				Contributions versées dans le délai de 30 jours	
États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours	Total	États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours ^a	Total	États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours	Total	Exercice en cours	Total
États-Unis	212 126 446	315 027 985	527 154 431	États-Unis	150 858 128	756 365 350	907 223 478	États-Unis	362 984 574	1 071 393 335	1 434 377 909	1 071 393 335	1 434 377 909
d'Amérique	57 399 875	3 715 445	61 115 320	d'Amérique	350 109 486	220 841 074	570 950 560	d'Amérique	350 109 486	241 370 772	591 480 258	241 370 772	591 480 258
Afrique du Sud	36 405 490	16 173 112	52 578 602	Fédération de	0	197 610 333	197 610 333	Russie	173 289 040	64 273 066	237 562 106	64 273 066	237 562 106
Ukraine	0	20 529 698	20 529 698	Japon	136 883 550	48 099 954	184 983 504	Ukraine	103 976 764	14 852 913	118 829 677	14 852 913	118 829 677
Fédération de	4 984 762	6 556 667	11 541 449	France	0	101 423 075	101 423 075	Afrique du Sud	0	101 423 075	101 423 075	101 423 075	101 423 075
Iran (République islamique d')	6 334 508	4 043 277	10 377 785	Italie	0	92 615 691	92 615 691	France	0	92 615 691	92 615 691	92 615 691	92 615 691
Yougoslavie	7 002 256	2 076 278	9 078 534	Royaume-Uni de	0	85 100 612	85 100 612	Italie	0	85 100 612	85 100 612	85 100 612	85 100 612
Ouzbékistan	5 945 603	1 748 444	7 694 047	Grande-Bretagne	46 576 889	10 937 468	57 514 357	Royaume-Uni de	0	85 100 612	85 100 612	85 100 612	85 100 612
Arabie saoudite	4 632 293	2 841 222	7 473 515	et d'Irlande	35 896 660	12 100 502	47 997 162	Grande-Bretagne	0	16 154 519	16 154 519	16 154 519	16 154 519
Kazakhstan	5 141 087	1 748 444	6 889 531	du Nord	0	30 543 242	30 543 242	et d'Irlande	0	16 154 519	16 154 519	16 154 519	16 154 519
Azerbaïdjan	2 644 435	1 529 889	4 174 324	Afrique du Sud	0	19 201 209	19 201 209	du Nord	0	16 154 519	16 154 519	16 154 519	16 154 519
Géorgie	2 579 138	874 222	3 453 360	Bélarus	1 969 602	14 460 422	16 430 024 ^a	Bélarus	42 231 168	16 143 779	58 374 947	16 143 779	58 374 947
Israël	2 440 087	1 092 777	3 532 864	Espagne	13 696 432	2 507 236	16 203 668	Israël	16 060 764	30 543 242	30 543 242	30 543 242	30 543 242
Irak	2 755 356	1 092 777	3 848 133	Pays-Bas	0	16 154 519	16 154 519	Iran (République islamique d')	8 840 617	19 201 209	28 061 826	19 201 209	28 061 826
Lettonie	2 440 087	1 092 777	3 532 864	Allemagne	0	11 075 982	11 075 982	Arabie saoudite	1 969 602	14 460 422	16 430 024	14 460 422	16 430 024
Lituanie	2 579 138	874 222	3 453 360	Pologne	8 840 617	5 313 903	14 154 520	Allernagne	13 696 432	2 507 236	16 203 668	2 507 236	16 203 668
Venezuela	0	3 463 832	3 463 832	Chine	0	13 695 247	13 695 247	Pologne	12 675 005	1 942 895	14 617 900	1 942 895	14 617 900
Arménie	0	3 410 705	3 410 705	Iran (République islamique d')	6 689 638	2 689 065	9 388 703	Chine	10 582 832	3 377 978	13 960 810	3 377 978	13 960 810
Turquie	1 830 614	1 202 055	3 032 669	Belgique	5 332 707	1 380 057	6 712 764	Yougoslavie	0	13 695 247	13 695 247	13 695 247	13 695 247
République de	1 017 287	1 092 777	2 110 064	Venezuela	3 899 332	1 774 229	5 673 561	Ouzbékistan	8 531 625	4 615 451	13 147 076	4 615 451	13 147 076
Moldova	1 665 846	437 111	2 102 957	Jamahiriya arabe libyenne	82 179	5 487 136	5 569 315	Kazakhstan	6 689 638	6 132 897	12 822 535	6 132 897	12 822 535
Bulgarie	856 297	1 092 777	1 949 074	Kazakhstan	0	5 526 661	5 526 661	Venezuela	8 918 995	2 945 973	11 864 968	2 945 973	11 864 968
Kirghizistan	1 255 110	516 390	1 771 500	Autriche	2 973 392	1 097 529	4 070 921	Azerbaïdjan	7 781 643	2 833 350	10 614 993	2 833 350	10 614 993
Turkménistan	1 023 063	764 945	1 788 008	Ouzbékistan	3 063 456	740 840	3 804 296	Géorgie	5 348 996	2 412 153	7 761 149	2 412 153	7 761 149
Croatie	1 388 205	327 833	1 716 038	Azerbaïdjan	2 640 556	1 084 906	3 725 462	Irak	1 605 106	5 479 683	7 084 789	5 479 683	7 084 789
Cuba	0	1 639 166	1 639 166	Yousgoslavie	1 605 106	2 068 978	3 674 084	Turquie	5 332 707	1 380 057	6 712 764	1 380 057	6 712 764
Tadjikistan	625 778	874 222	1 500 000	Turquie	2 390 043	1 239 757	3 629 800	Jamahiriya arabe libyenne	4 327 957	1 768 169	6 096 126	1 768 169	6 096 126
Hongrie	610 372	655 666	1 266 038	Émirats arabes unis	2 704 561	882 264	3 586 825	Lettonie	3 871 337	1 955 126	5 826 463	1 955 126	5 826 463
Roumanie	875 222	218 556	1 093 778	Irak	3 083 848	3 181 820	6 265 668	République de	3 810 901	1 955 128	5 766 029	1 955 128	5 766 029
Chili	0	1 639 166	1 639 166	Mexique	101 892	3 283 712	3 385 604	Moldova	4 308 515	1 448 153	5 757 668	1 448 153	5 757 668
Pérou	628 915	437 111	1 066 026	Argentine	2 811 998	27 659	2 839 657	Lituanie	82 179	5 487 136	5 569 315	5 487 136	5 569 315
Bosnie-Herzégovine	0	1 639 166	1 639 166	Slovaquie ¹	2 040 723	753 071	2 793 794	Arménie	0	5 487 136	5 487 136	5 487 136	5 487 136
République populaire démocratique de Corée	0	1 639 166	1 639 166	République de	0	0	0	Brésil	1 689 756	3 014 740	4 704 496	3 014 740	4 704 496
				Moldova				Australie					
								Israël					

Budget ordinaire, budget des opérations de maintien de la paix
et budget des tribunaux internationaux

Contributions
versées dans
le délai de
30 jours
comprises
dans le total
général^d

Budget des opérations de maintien de la paix et budget
des tribunaux internationaux

Budget ordinaire

États Membres	Budget ordinaire			Budget des opérations de maintien de la paix et budget des tribunaux internationaux			Total	États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours ^c	Total	États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours	Total	Contributions versées dans le délai de 30 jours comprises dans le total général ^d
	Exercices précédents	Exercice en cours	Total	Exercices précédents	Exercice en cours	Total										
République dominicaine	817 137	109 278	926 415	Indonésie	1 883 586	907 533	2 791 119	Hongrie	1 766 547	2 635 634	4 402 181	1 395	1 766 547	2 635 634	4 402 181	1 395
Trinité-et-Tobago	204 774	437 111	641 885	Hongrie	1 766 547	996 468	2 763 015	Croatie	2 568 750	1 769 636	4 338 386	931	2 568 750	1 769 636	4 338 386	931
Somalie	479 260	109 278	588 538	Croatie	1 712 453	676 859	2 389 312	Bulgarie	2 188 834	1 642 429	3 831 263	1 395	2 188 834	1 642 429	3 831 263	1 395
Libéria	443 073	109 278	552 351	République de Corée	0	2 377 983	2 377 983	Roumanie	1 086 351	2 623 228	3 709 579	1 768	1 086 351	2 623 228	3 709 579	1 768
République arabe syrienne	0	546 389	546 389	Arménie	1 730 377	573 931	2 304 308	Émirats arabes unis	2 390 043	1 239 757	3 629 800	1 768	2 390 043	1 239 757	3 629 800	1 768
Guatemala	320 426	218 556	538 982	Lettonie	1 572 601	675 392	2 247 993	Mexique	270 014	3 063 848	3 353 862	7 259	270 014	3 063 848	3 353 862	7 259
Tchad	410 922	109 278	520 200	Lituanie	1 370 814	753 073	2 123 887	Cuba	1 984 355	1 237 250	3 221 605	651	1 984 355	1 237 250	3 221 605	651
Gabon	407 559	109 278	516 837	Roumanie	1 086 351	984 062	2 070 413	Kirghizistan	2 492 127	717 876	3 210 003	373	2 492 127	717 876	3 210 003	373
Sao Tomé-et-Principe	331 746	109 278	441 024	Bulgarie	1 171 547	549 652	1 721 199	Turkménistan	2 492 127	717 876	3 210 003	373	2 492 127	717 876	3 210 003	373
Uruguay	0	437 111	437 111	Nigéria	605 340	1 014 353	1 619 693	Estonie	2 102 293	891 075	2 993 368	465	2 102 293	891 075	2 993 368	465
Comores	308 089	109 278	417 367	Grèce	15 757	1 561 936	1 577 693	Chili	1 598 522	1 384 159	2 982 681	744	1 598 522	1 384 159	2 982 681	744
Niger	303 882	109 278	413 160	Pérou	1 162 714	383 526	1 546 240	Slovaquie	2 811 998	27 659	2 839 657	556	2 811 998	27 659	2 839 657	556
Gambie	292 911	109 278	402 189	Chili	972 744	509 937	1 482 681	Pérou	1 773 086	1 039 192	2 812 278	1 303	1 773 086	1 039 192	2 812 278	1 303
Mali	288 340	109 278	397 618	Cuba	961 292	472 305	1 433 597	Indonésie	1 883 586	907 533	2 791 119	280	1 883 586	907 533	2 791 119	280
République centrafricaine	257 331	109 278	366 609	République arabe syrienne	838 555	306 978	1 145 533	Tadjikistan	2 076 777	544 621	2 621 398	7 445	2 076 777	544 621	2 621 398	7 445
Grenade	235 479	109 278	344 757	Kirghizistan	826 281	280 765	1 107 046	République de Corée	0	2 377 983	2 377 983	7 445	0	2 377 983	2 377 983	7 445
Sénégal	224 096	109 278	333 374	Turkménistan	826 281	280 765	1 107 046	République populaire	1 322 159	705 647	2 027 806	373	1 322 159	705 647	2 027 806	373
Guinée-Bissau	223 479	109 278	332 757	Trinité-et-Tobago	836 984	264 751	1 101 735	démocratique de Corée	1 041 758	701 862	1 743 620	373	1 041 758	701 862	1 743 620	373
Maroc	0	327 833	327 833	Estonie	744 174	344 686	1 088 860	Trinité-et-Tobago	1 322 159	705 647	2 027 806	373	1 322 159	705 647	2 027 806	373
Afghanistan	203 779	109 278	313 057	Danemark	0	1 082 676	1 082 676	Bosnie-Herzégovine	1 321 818	371 479	1 693 297	186	1 321 818	371 479	1 693 297	186
Îles Salomon	203 779	109 278	313 057	République populaire démocratique de Corée	693 244	268 536	961 780	Republique arabe syrienne	838 555	853 367	1 691 922	485	838 555	853 367	1 691 922	485
Ex-République yougoslave de Macédoine	203 457	109 278	312 735	Inde	0	926 868	926 868	Nigéria	605 340	1 014 353	1 619 693	1 489	605 340	1 014 353	1 619 693	1 489
Rwanda	200 640	109 278	309 918	Tadjikistan	688 572	216 788	905 360	Grèce	15 757	1 561 936	1 577 693	3 444	15 757	1 561 936	1 577 693	3 444
Angola	198 964	109 278	308 242	Qatar	635 433	266 543	901 976	République dominicaine	1 296 076	185 824	1 481 900	93	1 296 076	185 824	1 481 900	93
Haiti	191 287	109 278	300 565	Luxembourg	592 776	871 739	1 464 515	Uruguay	592 776	692 794	1 285 570	373	592 776	692 794	1 285 570	373
Kenya	186 145	109 278	295 423	Uruguay	0	255 683	255 683	Qatar	635 433	485 099	1 120 532	373	635 433	485 099	1 120 532	373
Honduras	171 796	109 278	281 074	Suède	113 552	495 157	608 709	Danemark	708 925	346 394	1 055 319	186	708 925	346 394	1 055 319	186
Dominique	168 886	109 278	278 164	Colombie	113 552	495 157	608 709	Guatemala	926 868	926 868	1 853 736	2 885	926 868	926 868	1 853 736	2 885
Malawi	166 838	109 278	276 116	Équateur	464 749	140 470	605 219	Inde	0	173 739	173 739	3 257	0	173 739	173 739	3 257
Mauritanie	165 397	109 278	274 675	Bosnie-Herzégovine	446 596	152 923	599 519	Luxembourg	666 242	871 739	1 538 001	93	666 242	871 739	1 538 001	93
Sierra Leone	164 705	109 278	273 983	République arabe syrienne	478 939	76 546	555 485	Libéria	645 921	173 204	819 125	93	645 921	173 204	819 125	93
Madagascar	164 363	109 278	273 641	Guatemala	388 499	127 838	516 337	Gabon	645 921	185 824	831 745	93	645 921	185 824	831 745	93
Ouganda	161 067	109 278	270 345	Algérie	0	470 596	470 596	Somalie	571 525	142 542	714 067	47	571 525	142 542	714 067	47
Burundi	160 825	109 278	270 103	Guatemala	0	450 328	450 328	Équateur	464 749	236 645	701 394	186	464 749	236 645	701 394	186
Guinée équatoriale	156 348	109 278	265 626	Australie	0	448 006	448 006	Tchad	499 722	142 542	642 264	47	499 722	142 542	642 264	47
Guinée	125 043	109 278	234 321	Slovenie	18 088	409 214	427 302	Suède	0	623 459	623 459	56 767	0	623 459	623 459	56 767
Burkina Faso	118 313	109 278	227 591	Thaïlande	193 090	191 767	384 857	Colombie	113 552	495 157	608 709	1 024	113 552	495 157	608 709	1 024
Saint-Vincent-et-les Grenadines	115 961	109 278	225 239	Tunisie	22 473	333 211	355 684	Ex-République yougoslave de Macédoine	385 438	185 824	571 262	93	385 438	185 824	571 262	93
Vanuatu	0	218 556	218 556	Islande	263 948	63 926	327 874	Comores	419 248	142 542	561 790	47	419 248	142 542	561 790	47
Qatar	103 794	109 278	213 072	Viet Nam	238 362	76 546	314 908									
Seychelles	0	109 278	109 278	Gabon	2 942	309 204	312 146									

...

Budget ordinaire, budget des opérations de maintien de la paix
et budget des tribunaux internationaux

Budget ordinaire				Budget des opérations de maintien de la paix et budget des tribunaux internationaux				Contributions versées dans le délai de 30 jours comprises dans le total général ^a			
États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours	Total	États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours ^b	Total	États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours	Total
Suriname	101 746	109 278	211 024	Saint-Marin	15	307 793	307 808	Sao Tomé-et-Principe	419 235	142 542	561 777
Bhoutan	101 728	109 278	211 006	Cambodge	226 838	63 926	290 764	Gambie	418 531	142 542	561 073
Bolivie	101 728	109 278	211 006	Libéria	223 169	63 926	287 095	République centrafricaine	402 752	142 542	545 294
Djibouti	101 728	109 278	211 006	Bolivie	222 062	63 926	285 978	Maroc	55 894	142 542	543 891
Liban	101 728	109 278	211 006	El Salvador	211 535	63 926	275 461	Niger	398 353	142 542	540 895
Soudan	101 728	109 278	211 006	Philippines	14 072	259 832	273 904	Honduras	357 122	142 542	509 664
Cambodge	101 693	109 278	210 971	Costa Rica	207 379	63 483	270 862	Mali	333 087	173 204	506 291
République-Unie de Tanzanie	99 060	109 278	208 338	Ex-République yougoslave de Macédoine	181 981	76 546	258 527	Bolivie	328 531	173 204	501 735
Cap-Vert	84 677	109 278	193 955	Panama	172 547	76 129	248 676	Cambodge	323 780	173 204	496 984
Yémen	81 941	109 278	191 219	Côte d'Ivoire	168 213	76 546	244 759	Algérie	0	470 596	470 596
Saint-Kitts-et-Nevis	80 600	109 278	189 878	Honduras	161 291	63 926	225 217	Australie	0	450 328	450 328
Zaïre	69 278	109 278	178 556	Chypre	83 893	136 293	220 186	Slovenie	0	448 006	448 006
Congo	48 032	109 278	157 310	Congo	153 484	63 913	217 397	Sénégal	304 085	142 542	446 627
Nicaragua	46 130	109 278	155 408	Maroc	55 894	160 164	216 058	Mauritanie	303 935	142 542	446 478
Costa Rica	36 144	109 278	145 422	Jamaïque	150 261	63 926	214 187	Guinée équatoriale	303 905	142 542	446 447
Zambie	15 757	109 278	125 035	Cameroun	147 536	63 926	211 462	Madagascar	303 723	142 425	446 148
Côte d'Ivoire	14 587	109 278	123 865	Oman	2 926	204 775	207 701	Sierra Leone	303 357	142 542	445 899
Cameroun	11 728	109 278	121 006	Zambie	143 192	61 307	204 499	Guinée-Bissau	303 190	142 542	445 732
Panama	10 806	109 278	120 084	Finlande	0	184 805	184 805	Îles Salomon	291 010	142 542	433 552
Guyana	6 204	109 278	115 482	République centrafricaine	145 421	33 264	178 685	Grenade	288 056	142 542	430 598
Maldives	0	109 278	109 278	Guinée équatoriale	143 253	33 264	176 517	Angola	285 029	142 542	427 571
Maurice	0	109 278	109 278	Israël	0	173 518	173 518	Thaïlande	18 088	409 214	427 302
Samoa	0	109 278	109 278	Madagascar	139 360	33 147	172 507	Afghanistan	284 319	142 542	426 861
Chypre	0	109 277	109 277	Sierra Leone	138 652	33 264	171 916	Rwanda	281 844	142 542	424 386
Jamaïque	0	109 258	109 258	Mauritanie	138 539	33 264	171 803	Burundi	274 851	142 542	417 393
Togo	0	100 643	100 643	Nicaragua	107 809	33 264	141 073	Kenya	244 186	173 204	417 390
Équateur	0	96 175	96 175	Yémen	137 344	169 599	306 943	Costa Rica	243 523	172 761	416 284
Swaziland	0	93 980	93 980	Norvège	0	169 599	169 599	Guinée	252 609	142 542	395 151
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	10	10	Zaïre	97 383	63 926	161 309	Haiti	252 614	142 244	394 858
Albanie	0	0	0	Gambie	125 620	33 264	158 884	Malawi	247 467	142 542	390 009
Algérie	0	0	0	Bénin	114 560	33 264	147 824	Ouganda	245 468	142 542	388 010
Andorre	0	0	0	Burundi	114 026	33 264	147 290	Tunisie	193 090	191 767	384 857
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	Comores	111 159	33 264	144 423	Congo	201 516	173 191	374 707
Australie	0	0	0	Mozambique	109 570	31 658	141 228	Panama	183 353	185 407	368 760
Autriche	0	0	0	Monaco	0	135 974	135 974	Côte d'Ivoire	182 800	185 824	368 624
Bahamas	0	0	0	Irlande	0	135 974	135 974	Burkina Faso	219 298	142 542	361 838
Bahrein	0	0	0	Djibouti	98 584	33 264	131 848	Yémen	219 285	142 542	361 827
Bangladesh	0	0	0	Liban	67 467	63 926	131 393	Vanuatu	213 886	142 542	356 428
Barbade	0	0	0	Vanuatu	97 925	33 264	131 189	Islande	22 473	333 211	355 684
Belgique	0	0	0	Guinée	96 261	33 264	129 525	Saint-Vincent-et-les Grenadines	207 428	142 542	349 970
Belize	0	0	0	Guyana	63 904	63 926	127 830	les Grenadines	205 549	142 542	348 091
Bénin	0	0	0	Niger	94 471	33 264	127 735	Dominique	200 312	142 542	342 854
Botswana	0	0	0	Soudan	94 448	33 264	127 712	Djibouti	169 195	173 204	342 399
Brésil	0	0	0	Burkina Faso	94 253	33 264	127 517	Liban	166 661	173 204	339 865
								Zaïre	196 176	142 542	338 718
								Soudan	194 758	142 542	337 300

Budget ordinaire, budget des opérations de maintien de la paix
et budget des tribunaux internationaux

Budget ordinaire				Budget des opérations de maintien de la paix et budget des tribunaux internationaux				Contributions versées dans le délai de 30 jours comprises dans le total général ^a			
États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours	Total	États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours ^b	Total	États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours	Total
Brunéi Darussalam	0	0	0	Saint-Kitts- et-Navis	0	31 779	126 850	Cameroun	159 264	173 204	332 468
Canada	0	0	0	Suriname	95 071	33 264	126 276	Zambie	158 949	170 585	329 534
Chine	0	0	0	Somalie	93 012	33 264	126 276	Chypre	83 893	245 570	329 463
Colombie	0	0	0	Saint-Vincent-et- les Grenadines	92 265	33 264	125 529	Viet Nam	263 948	63 926	327 874
République tchèque	0	0	0	Tchad	89 115	33 264	122 379	Nicaragua	153 939	173 204	327 143
Danemark	0	0	0	Kenya	88 800	33 264	122 064	Jamaïque	150 261	173 184	323 445
Égypte	0	0	0	Sao Tomé-et- Principe	58 041	63 926	121 967	Seychelles	177 690	142 542	320 232
El Salvador	0	0	0	Iles Salomon	87 489	33 264	120 753	Saint-Kitts- et-Navis	175 671	141 057	316 728
Érythrée	0	0	0	Swaziland	87 231	33 264	120 495	République-Unie de Tanzanie	174 100	142 542	316 642
Éthiopie	0	0	0	Angola	56 596	63 338	119 934	Cap-Vert	170 500	142 542	313 042
Fidji	0	0	0	Cap-Vert	86 065	33 264	119 329	Andorre	2 942	309 204	312 146
Finlande	0	0	0	Ouganda	85 823	33 264	119 087	Saint-Marin	15	307 793	307 808
France	0	0	0	Fidji	84 401	33 264	117 665	Bhoutan	146 608	140 605	287 213
Allemagne	0	0	0	Bahamas	60 006	57 073	117 079	El Salvador	211 535	63 926	275 461
Ghana	0	0	0	Rwanda	13 950	102 582	116 532	Philippines	14 072	259 832	273 904
Grèce	0	0	0	Pakistan	81 204	33 264	114 468	Mongolie	194 741	53 926	258 667
Islande	0	0	0	Malawi	0	114 145	114 145	Guyana	70 108	173 204	243 312
Inde	0	0	0	Afghanistan	80 629	33 264	113 893	Maldives	75 663	142 427	218 080
Indonésie	0	0	0	Irlande	80 540	33 264	113 804	Swaziland	75 663	157 318	213 914
Iran	0	0	0	Italie	79 989	33 264	113 253	Togo	77 131	133 907	211 038
Japon	0	0	0	Japon	79 711	33 264	112 975	Oman	2 926	201 849	204 775
Jordanie	0	0	0	Guinée-Bissau	78 782	33 264	112 046	Finlande	0	184 805	184 805
Koweït	0	0	0	Togo	77 131	33 264	110 395	Norvège	0	169 599	169 599
République démocratique populaire lao	0	0	0	Maldives	75 653	33 149	108 802	Samoa	23 840	142 533	166 373
Lesotho	0	0	0	République-Unie de Tanzanie	75 040	33 264	108 304	Béniin	114 560	33 264	147 824
Jamahiriya arabe libyenne	0	0	0	Seychelles	73 896	33 264	107 160	Canada	0	142 850	142 850
Liechtenstein	0	0	0	Haïti	61 327	32 966	94 293	Mozambique	109 570	31 658	141 228
Luxembourg	0	0	0	Paraguay	16 147	76 546	92 693	Monaco	0	136 662	136 662
Malaisie	0	0	0	Belize	57 820	32 624	90 444	Irlande	0	135 974	135 974
Malte	0	0	0	République tchèque ^c	0	88 733	88 733	Fidji	60 006	57 073	117 079
Îles Marshall	0	0	0	Grenade	52 577	33 264	85 841	Bahamas	13 950	102 582	116 532
Mexique	0	0	0	Bahreïn	7 483	77 745	85 228	Maurice	0	114 968	114 968
Micronésie	0	0	0	Koweït	0	81 960	81 960	Pakistan	0	114 145	114 145
Monaco	0	0	0	Brunéi Darussalam	589	80 943	81 532	Paraguay	16 147	76 546	92 693
Mongolie	0	0	0	enouran	0	0	0	Belize	57 820	32 624	90 444
Mozambique	0	0	0	Papouasie- Nouvelle-	0	33 264	33 264	République tchèque	0	0	0
Myanmar	0	0	0	Portugal	41 036	70 143	74 300	Bahreïn	7 483	77 745	85 228
Népal	0	0	0	Guinée	0	33 264	33 264	Koweït	0	81 960	81 960
Pays-Bas	0	0	0	Dominique	36 663	69 927	69 927	Brunéi Darussalam	589	80 943	81 532
Nouveau-Zélande	0	0	0	Singapour	28 859	33 264	62 304	Papouasie- Nouvelle-	41 036	33 274	74 310
Nigéria	0	0	0	Bangladesh	23 840	33 255	57 095	Guinée	0	70 143	70 143
Norvège	0	0	0	Samoa	2 369	49 767	52 136	Portugal	0	62 304	62 304
Oman	0	0	0	Barbade	13 907	33 264	47 171	Singapour	0	33 264	33 264
Pakistan	0	0	0	Éthiopie	0	45 752	45 752	Bangladesh	28 859	49 767	62 123
				Jordanie	0	0	0	Barbade	2 369	49 767	52 136
								Éthiopie	13 907	33 264	47 171
									13 907	33 264	47 171

...

Budget ordinaire, budget des opérations de maintien de la paix
et budget des tribunaux internationaux

États Membres	Budget ordinaire			Budget des opérations de maintien de la paix et budget des tribunaux internationaux			Contributions versées dans le délai de 30 jours comprises dans le total général ^a				
	Exercices précédents	Exercice en cours	Total	États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours	Total	États Membres	Exercices précédents	Exercice en cours	Total
Paraguay	0	0	0	Népal	11 919	33 262	45 181	Jordanie	0	45 752	45 752
Philippines	0	0	0	Îles Marshall	0	42 480	42 480	Népal	11 919	33 262	45 181
Pologne	0	0	0	Malaisie	0	36 603	36 603	Îles Marshall	0	42 480	42 480
Portugal	0	0	0	Sri Lanka	1 781	28 225	30 006	Malaisie	0	36 603	36 603
République de Corée	0	0	0	Albanie	0	29 727	29 727	Sri Lanka	1 781	28 225	30 006
Sainte-Lucie	0	0	0	Sainte-Lucie	1 893	26 232	28 125	Albanie	0	29 727	29 727
Saint-Marin	0	0	0	Malte	0	19 635	19 635	Sainte-Lucie	1 893	26 232	28 125
Singapour	0	0	0	République démocratique	0	0	0	Malte	0	19 635	19 635
Slovaquie	0	0	0	populaire lao	0	18 219	18 219	République démocratique	0	0	0
Slovénie	0	0	0	Zimbabwe	0	16 180	16 180	populaire lao	0	18 219	18 219
Espagne	0	0	0	Myanmar	0	16 010	16 010	Zimbabwe	0	16 180	16 180
Sri Lanka	0	0	0	Érythrée	0	16 005	16 005	Myanmar	0	16 010	16 010
Suède	0	0	0	Namibie	0	15 947	15 947	Érythrée	0	16 005	16 005
Thaïlande	0	0	0	Antigua-et- Barbuda	0	11 420	11 420	Namibie	0	15 947	15 947
Tunisie	0	0	0	Nouvelle-Zélande	0	11 168	11 168	Antigua-et- Barbuda	0	11 420	11 420
Émirats arabes unis	0	0	0	Maurice	0	5 690	5 690	Nouvelle-Zélande	0	11 168	11 168
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande	0	0	0	Botswana	0	3 280	3 280	Botswana	0	3 280	3 280
du Nord	0	0	0	Ghana	0	2 693	2 693	Ghana	0	2 693	2 693
Viet Nam	0	0	0	Micronésie	0	2 670	2 670	Micronésie	0	2 670	2 670
Zimbabwe	0	0	0	Liechtenstein	0	856	856	Liechtenstein	0	856	856
				Égypte	0	651	651	Égypte	0	651	651
				Lesotho	0	0	0	Lesotho	0	0	0
Total	385 595 791	424 462 793	810 058 584	Total	828 733 738	1 691 579 471	2 520 313 209	Total	1 214 329 529	2 116 042 254	3 330 371 793

^a Y compris les opérations de maintien de la paix ci-après dont les dépenses sont réparties entre les États Membres : Force des Nations Unies chargée d'observer le démantèlement (FNUOD), Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iraq et l'Iraq (GOMNIUI), Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM), UNAVEM II et UNAVEM III), Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT), Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA), Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUK), Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Mission d'observateurs des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL), Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC), Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), Force de protection des Nations Unies (FORPRONU), Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie (ONURC), Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU), Quartier général des forces de paix des Nations Unies (FPNU), Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM et ONUSOM II), Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ), Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG), Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA), Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL), Mission d'assistance des Nations Unies pour le Rwanda (MINUAR), Mission d'observation des Nations Unies en Ouganda-Rwanda (MONUOR), Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge et Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT).

^b Y compris les tribunaux internationaux suivants : Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.

^c Les chiffres indiqués correspondent aux contributions non acquittées pour les périodes ci-après :

FNUOD : du 1er décembre 1994 au 31 mai 1995 et du 1er juin au 30 novembre 1995;

FINUL : du 1er février au 31 juillet 1995 et du 1er août 1995 au 31 janvier 1996;

(Suite des notes de l'annexe I)

UNAVEM II : du 1er juillet au 30 septembre 1994 (contribution supplémentaire), du 1er octobre au 8 décembre 1994 et du 9 décembre 1994 au 8 février 1995;

UNAVEM III : du 9 février au 8 mai 1995, du 9 février au 8 mai 1995 (contribution supplémentaire) et du 9 août au 31 décembre 1995;

FORPRONU : du 1er octobre 1994 au 31 mars 1995 (contribution supplémentaire), du 1er avril au 30 juin 1995, du 1er juillet au 30 novembre 1995 et du 1er juillet au 30 novembre 1995 (élargissement de la Force);

ONUSOM II : du 1er juin au 30 septembre 1994 (contribution supplémentaire) et du 1er octobre 1994 au 28 février 1995;

MONUG : du 1er juillet 1994 au 13 janvier 1995 (contribution supplémentaire), du 14 janvier au 15 mai 1995, du 16 mai au 13 juillet 1995 et du 16 mai 1995 au 12 janvier 1996 (contribution supplémentaire);

MINUHA : du 1er août 1994 au 31 janvier 1995 et du 1er au 31 août 1995;

MONUL : du 23 octobre 1994 au 13 janvier 1995, du 14 janvier au 13 avril 1995, du 14 avril au 30 juin 1995, du 1er juillet au 15 septembre 1995 et du 16 septembre au 31 décembre 1995;

UNFICYP : du 1er janvier au 30 juin 1995 et du 1er juillet au 31 décembre 1995;

MINUAR : du 10 février au 9 avril 1995, du 10 décembre 1994 au 9 juin 1995 (contribution supplémentaire) et du 10 juin au 8 décembre 1995;

MONUT : du 16 décembre 1994 au 26 avril 1995 et du 27 avril au 15 décembre 1995;

MONJIK : du 1er mai au 31 octobre 1994 (contribution supplémentaire), du 1er novembre 1994 au 30 juin 1995 (contribution supplémentaire) et du 1er juillet au 31 octobre 1995;

MINURSO : jusqu'au 30 novembre 1994 (montant net) et du 1er décembre 1994 au 31 mai 1995, du 1er au 30 juin 1995 et du 1er juillet au 30 septembre 1995;

ONUSAL : du 1er juin au 30 novembre 1994, du 1er décembre 1994 au 30 avril 1995 et du 1er au 31 mai 1995;

Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 : du 1er janvier 1994 au 31 décembre 1995;

Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 : jusqu'au 31 octobre 1995.

^d Représente les contributions non acquittées pour la MONUL du 16 septembre au 31 décembre 1995, pour lesquelles un avis de recouvrement a été envoyé le 25 septembre 1995.

^e Y compris un montant de 13 690 003 dollars correspondant aux contributions non acquittées par l'ancienne République démocratique allemande. Du fait du rattachement de la République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne, qui a pris effet le 3 octobre 1990, les deux États allemands se sont unis pour former un seul État souverain. A compter de la date de l'unification, la République fédérale d'Allemagne est désignée à l'ONU sous le nom d'"Allemagne". Au 3 octobre 1990, les contributions non acquittées s'élevaient au total à 0 dollar pour la République fédérale d'Allemagne et à 15 854 003 dollars pour l'ancienne République démocratique allemande. Le Gouvernement allemand tient à déclarer qu'il ne se considère pas légalement tenu de payer les dettes de l'ancienne République démocratique allemande. Il a toutefois versé une contribution volontaire d'un montant de 2 164 000 dollars et versera, en temps voulu, une contribution volontaire supplémentaire d'un montant approprié.

^f La République fédérale tchèque et slovaque a été dissoute le 31 décembre 1992. En vertu d'un accord bilatéral, les sommes portées au crédit de l'ancienne République fédérale tchèque et slovaque et les contributions non acquittées par celle-ci ont été réparties entre la République tchèque et la Slovaquie. La question de l'inclusion de la République tchèque et de la Slovaquie dans le groupe d'États Membres approprié (décision 48/472 de l'Assemblée générale) n'ayant pas encore été tranchée, les quotes-parts de ces deux pays au budget des opérations de maintien de la paix n'ont pas encore été établies.

ANNEXE II

Règlement des contributions au budget ordinaire :
situation des États Membres au 30 septembre 1995

États Membres ayant intégralement acquitté leur quote-part dans le délai de 30 jours

Australie	Malaisie
Autriche	Micronésie (États fédérés de)
Canada	Norvège
Danemark	Nouvelle-Zélande
Finlande	Pakistan
France	Pays-Bas
Irlande	Singapour
Islande	Slovénie
Koweït	Sri Lanka
Liechtenstein	Suède
Luxembourg	

21 États Membres au 6 février 1995
21 États Membres au 31 janvier 1994
18 États Membres au 31 janvier 1993

Autres États Membres ayant intégralement acquitté leur quote-part

Albanie	Îles Marshall
Algérie	Inde
Allemagne	Indonésie
Andorre	Italie
Antigua-et-Barbuda	Jamahiriya arabe libyenne
Bahamas	Japon
Bahreïn	Jordanie
Bangladesh	Lesotho
Barbade	Malte
Belgique	Mexique
Belize	Monaco
Bénin	Mongolie
Botswana	Mozambique
Brésil	Myanmar
Brunéi Darussalam	Namibie
Chine	Népal
Colombie	Nigéria
Égypte	Oman
El Salvador	Paraguay
Émirats arabes unis	Philippines
Érythrée	Pologne
Espagne	Portugal
Éthiopie	République de Corée
Fidji	République démocratique populaire lao
Ghana	République tchèque
Grèce	

/...

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Thaïlande
Sainte-Lucie	Tunisie
Saint-Marin	Viet Nam
Slovaquie	Zimbabwe

61 États Membres au 30 septembre 1995
45 États Membres au 30 septembre 1994
44 États Membres au 30 septembre 1993

États Membres n'ayant pas acquitté leur quote-part

Afghanistan	Guyana
Afrique du Sud	Haiti
Angola	Honduras
Arabie saoudite	Hongrie
Argentine	Îles Salomon
Arménie	Iran (République islamique d')
Azerbaïdjan	Iraq
Bélarus	Israël
Bhoutan	Jamaïque
Bolivie	Kazakstan
Bosnie-Herzégovine	Kenya
Bulgarie	Kirghizistan
Burkina Faso	Lettonie
Burundi	Liban
Cambodge	Libéria
Cameroun	Lituanie
Cap-Vert	Madagascar
Chili	Malawi
Chypre	Maldives
Comores	Mali
Congo	Maroc
Costa Rica	Maurice
Côte d'Ivoire	Mauritanie
Croatie	Nicaragua
Cuba	Niger
Djibouti	Ouganda
Dominique	Ouzbékistan
Équateur	Panama
Estonie	Papouasie-Nouvelle-Guinée
États-Unis d'Amérique	Pérou
Ex-République yougoslave de Macédoine	Qatar
Fédération de Russie	République arabe syrienne
Gabon	République centrafricaine
Gambie	République de Moldova
Géorgie	République dominicaine
Grenade	République populaire démocratique de Corée
Guatemala	République-Unie de Tanzanie
Guinée	Roumanie
Guinée équatoriale	Rwanda
Guinée-Bissau	

/...

Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Samoa
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Suriname
Swaziland
Tadjikistan
Tchad

Togo
Trinité-et-Tobago
Turkménistan
Turquie
Ukraine
Uruguay
Vanuatu
Venezuela
Yémen
Yougoslavie
Zaire
Zambie

104 États Membres au 30 septembre 1995
118 États Membres au 30 septembre 1994
116 États Membres au 30 septembre 1993

États Membres redevables d'un montant supérieur à leur quote-part de l'année

Afghanistan
Afrique du Sud
Angola
Arménie
Azerbaïdjan
Biélarus
Bhoutan
Bolivie
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Cameroun
Cap-Vert
Chili
Comores
Congo
Costa Rica
Côte d'Ivoire
Croatie
Cuba
Djibouti
Dominique
Estonie
États-Unis d'Amérique
Ex-République yougoslave de Macédoine
Gabon
Gambie
Géorgie
Grenade
Guatemala

Guinée
Guinée équatoriale
Guinée-Bissau
Guyana
Haïti
Honduras
Îles Salomon
Iran (République islamique d')
Iraq
Israël
Kazakstan
Kenya
Kirghizistan
Lettonie
Liban
Libéria
Lituanie
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Nicaragua
Niger
Ouganda
Ouzbékistan
Panama
Pérou
République centrafricaine
République de Moldova
République dominicaine
République populaire démocratique de Corée

/...

République-Unie de Tanzanie	Tadjikistan
Rwanda	Tchad
Saint-Kitts-et-Nevis	Trinité-et-Tobago
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Turkménistan
Sao Tomé-et-Principe	Ukraine
Sénégal	Vanuatu
Seychelles	Yémen
Sierra Leone	Yougoslavie
Somalie	Zaire
Soudan	Zambie
Suriname	

84 États Membres au 30 septembre 1995
80 États Membres au 30 septembre 1994
68 États Membres au 30 septembre 1993

États Membres n'ayant effectué aucun versement durant l'année en cours

Afghanistan	Kirghizistan
Afrique du Sud	Liban
Angola	Libéria
Arabie saoudite	Madagascar
Argentine	Malawi
Arménie	Maroc
Azerbaïdjan	Maurice
Bhoutan	Niger
Bolivie	Ouganda
Bosnie-Herzégovine	Ouzbékistan
Bulgarie	Pérou
Cambodge	République centrafricaine
Cap-Vert	République dominicaine
Comores	Rwanda
Côte d'Ivoire	Seychelles
Cuba	Somalie
Dominique	Soudan
Gabon	Tadjikistan
Gambie	Tchad
Géorgie	Turkménistan
Guinée	Yougoslavie
Honduras	Zaire
Îles Salomon	Zambie
Iraq	

47 États Membres au 30 septembre 1995
61 États Membres au 30 septembre 1994
59 États Membres au 30 septembre 1993

ANNEXE III*

État au 30 septembre 1995 des contributions au budget ordinaire
de l'Organisation pour 1995

(En dollars des États-Unis)

État Membre	Barème de 1995 (%)	Contributions exigibles au 1er janvier 1995			Montants recouverts en 1995	Contributions non acquittées		
		Années précédentes	Année en cours	Total		Années précédentes	Année en cours	Total
Afghanistan	0,01	203 779	109 278	313 057	0	203 779	109 278	313 057
Afrique du Sud	0,34	57 399 875	3 715 445	61 115 320	0	57 399 875	3 715 445	61 115 320
Albanie	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Algérie	0,16	0	1 748 444	1 748 444	1 748 444	0	0	0
Allemagne	8,94	0	97 694 337	97 694 337	97 696 337	0	0	0
Andorre	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Angola	0,01	198 964	109 278	308 242	0	198 964	109 278	308 242
Antigua-et-Barbuda	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Arabie saoudite	0,80	0	8 742 223	8 742 223	0	0	8 742 223	8 742 223
Argentine	0,48	0	5 245 333	5 245 333	0	0	5 245 333	5 245 333
Arménie	0,08	2 579 138	874 222	3 453 360	0	2 579 138	874 222	3 453 360
Australie	1,46	0	15 954 555	15 954 555	15 954 555	0	0	0
Autriche	0,85	0	9 288 612	9 288 612	9 288 612	0	0	0
Azerbaïdjan	0,16	5 945 603	1 748 444	7 694 047	0	5 945 603	1 748 444	7 694 047
Bahamas	0,02	0	218 556	218 556	218 556	0	0	0
Bahreïn	0,02	0	218 556	218 556	218 556	0	0	0
Bangladesh	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Barbade	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Bélarus	0,37	8 134 508	4 043 277	12 177 785	1 800 000	6 334 508	4 043 277	10 377 785
Belgique	0,99	0	10 818 500	10 818 500	10 818 500	0	0	0
Belize	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Bénin	0,01	121 576	109 278	230 854	230 854	0	0	0
Bhoutan	0,01	101 728	109 278	211 006	0	101 728	109 278	211 006
Bolivie	0,01	101 728	109 278	211 006	0	101 728	109 278	211 006
Bosnie-Herzégovine	0,02	875 222	218 556	1 093 778	0	875 222	218 556	1 093 778
Botswana	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Bésil	1,62	16 174 854	17 703 001	33 877 855	33 877 855	0	0	0
Brunéi Darussalam	0,02	0	218 556	218 556	218 556	0	0	0
Bulgarie	0,10	1 017 287	1 092 777	2 110 064	0	1 017 287	1 092 777	2 110 064
Burkina Faso	0,01	325 043	109 278	434 321	200 000	125 043	109 278	234 321
Burundi	0,01	237 172	109 278	346 450	76 347	160 825	109 278	270 103
Cambodge	0,01	101 693	109 278	210 971	0	101 693	109 278	210 971
Cameroun	0,01	141 728	109 278	251 006	130 000	11 728	109 278	121 006
Canada	3,07	0	33 548 279	33 548 279	33 548 279	0	0	0
Cap-Vert	0,01	84 677	109 278	193 955	0	84 677	109 278	193 955
Chili	0,08	650 000	874 222	1 524 222	24 222	625 778	874 222	1 500 000
Chine	0,72	0	7 868 000	7 868 000	7 868 000	0	0	0
Chypre	0,03	0	327 833	327 833	218 556	0	109 277	109 277
Colombie	0,11	0	1 202 055	1 202 055	1 202 055	0	0	0
Comores	0,01	308 089	109 278	417 367	0	308 089	109 278	417 367
Congo	0,01	278 144	109 278	387 422	230 112	48 032	109 278	157 310
Costa Rica	0,01	76 279	109 278	185 557	40 135	36 144	109 278	145 422
Côte d'Ivoire	0,01	14 587	109 278	123 865	0	14 587	109 278	123 865
Croatie	0,10	1 956 297	1 092 777	3 049 074	1 100 000	856 297	1 092 777	1 949 074
Cuba	0,07	1 023 063	764 945	1 788 008	0	1 023 063	764 945	1 788 008
Danemark	0,70	0	7 649 445	7 649 445	7 649 445	0	0	0
Djibouti	0,01	218 702	109 278	327 980	116 974	101 728	109 278	211 006
Dominique	0,01	168 886	109 278	278 164	0	168 886	109 278	278 164
Égypte	0,07	0	764 945	764 945	764 945	0	0	0
El Salvador	0,01	101 728	109 278	211 006	211 006	0	0	0

/...

État Membre	Barème de 1995 (%)	Contributions exigibles au 1er janvier 1995			Montants recouvrés en 1995	Contributions non acquittées		
		Années précédentes	Année en cours	Total		Années précédentes	Année en cours	Total
Émirats arabes unis	0,19	0	2 076 278	2 076 278	2 076 278	0	0	0
Équateur	0,02	521 359	218 556	739 915	643 740	0	96 175	96 175
Érythrée	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Espagne	2,24	0	24 478 223	24 478 223	24 478 223	0	0	0
Estonie	0,05	1 558 922	546 389	2 105 311	200 803	1 358 119	546 389	1 904 508
États-Unis d'Amérique	25,00	249 525 938	315 027 985	564 553 923	37 399 492	212 126 446	315 027 985	527 154 431
Éthiopie	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,01	339 525	109 278	448 803	136 068	203 457	109 278	312 735
Fédération de Russie	5,68	459 918	62 069 780	62 529 698	42 000 000	0	62 529 698	20 529 698
Fidji	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Finlande	0,61	0	6 665 944	6 665 944	6 665 944	0	0	0
France	6,32	0	69 063 558	69 063 558	69 063 558	0	0	0
Gabon	0,01	407 559	109 278	516 837	0	407 559	109 278	516 837
Gambie	0,01	292 911	109 278	402 189	0	292 911	109 278	402 189
Géorgie	0,16	5 141 087	1 748 444	6 889 531	0	5 141 087	1 748 444	6 889 531
Ghana	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Grèce	0,37	0	4 043 277	4 043 277	4 043 277	0	0	0
Grenade	0,01	335 479	109 278	444 757	100 000	235 479	109 278	344 757
Guatemala	0,02	579 875	218 556	798 431	259 449	320 426	218 556	538 982
Guinée	0,01	156 348	109 278	265 626	0	156 348	109 278	265 626
Guinée-Bissau	0,01	423 479	109 278	532 757	200 000	223 479	109 278	332 757
Guinée équatoriale	0,01	413 152	109 278	522 430	252 500	160 652	109 278	269 930
Guyana	0,01	99 891	109 278	209 169	93 687	6 204	109 278	115 482
Haïti	0,01	306 687	109 278	415 965	115 400	191 287	109 278	300 565
Honduras	0,01	171 796	109 278	281 074	0	171 796	109 278	281 074
Hongrie	0,15	1 831 116	1 639 166	3 470 282	1 831 116	0	1 639 166	1 639 166
Îles Marshall	0,01	103 779	109 278	213 057	213 057	0	0	0
Îles Salomon	0,01	203 779	109 278	313 057	0	203 779	109 278	313 057
Inde	0,31	0	3 387 611	3 387 611	3 387 611	0	0	0
Indonésie	0,14	0	1 529 889	1 529 889	1 529 889	0	0	0
Iran (République islamique d')	0,60	7 884 782	6 556 667	14 441 449	2 900 000	4 984 782	6 556 667	11 541 449
Iraq	0,14	2 644 435	1 529 889	4 174 324	0	2 644 435	1 529 889	4 174 324
Irlande	0,20	0	2 185 555	2 185 555	2 185 555	0	0	0
Islande	0,03	0	327 833	327 833	327 833	0	0	0
Israël	0,26	4 086 193	2 841 222	6 927 415	2 396 437	1 689 756	2 841 222	4 530 978
Italie	4,79	0	52 344 057	52 344 057	52 344 057	0	0	0
Jamahiriya arabe libyenne	0,21	4 755	2 294 833	2 299 588	2 299 588	0	0	0
Jamaïque	0,01	140 224	109 278	249 502	140 244	0	109 258	109 258
Japon	13,95	0	152 442 506	152 442 506	152 442 506	0	0	0
Jordanie	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Kazakstan	0,26	7 132 293	2 841 222	9 973 515	2 500 000	4 632 293	2 841 222	7 473 515
Kenya	0,01	278 273	109 278	387 551	92 128	186 145	109 278	295 423
Kirghizistan	0,04	1 665 846	437 111	2 102 957	0	1 665 846	437 111	2 102 957
Koweït	0,20	0	2 185 555	2 185 555	2 185 555	0	0	0
Lesotho	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Lettonie	0,10	3 225 356	1 092 777	4 318 133	470 000	2 755 356	1 092 777	3 848 133
Liban	0,01	101 728	109 278	211 006	0	101 728	109 278	211 006
Libéria	0,01	443 073	109 278	552 351	0	443 073	109 278	552 351
Liechtenstein	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Lituanie	0,11	3 121 759	1 202 055	4 323 814	681 672	2 440 087	1 202 055	3 642 142
Luxembourg	0,07	0	764 945	764 945	764 945	0	0	0
Madagascar	0,01	164 363	109 278	273 641	0	164 363	109 278	273 641
Malaisie	0,14	0	1 529 889	1 529 889	1 529 889	0	0	0
Malawi	0,01	166 838	109 278	276 116	0	166 838	109 278	276 116
Maldives	0,01	101 728	109 278	211 006	101 728	0	109 278	109 278

/...

État Membre	Barème de 1995 (%)	Contributions exigibles au 1er janvier 1995			Montants recouvrés en 1995	Contributions non acquittées		
		Années précédentes	Année en cours	Total		Années précédentes	Année en cours	Total
Mali	0,01	293 407	109 278	402 685	5 067	288 340	109 278	397 618
Malte	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Maroc	0,03	0	327 833	327 833	0	0	327 833	327 833
Maurice	0,01	0	109 278	109 278	0	0	109 278	109 278
Mauritanie	0,01	218 697	109 278	327 975	53 300	165 397	109 278	274 675
Mexique	0,78	0	8 523 666	8 523 666	8 523 666	0	0	0
Micronésie (États fédérés de)	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Monaco	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Mongolie	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Mozambique	0,01	76 419	109 278	185 697	185 697	0	0	0
Myanmar	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Namibie	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Népal	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Nicaragua	0,01	60 859	109 278	170 137	14 729	46 130	109 278	155 408
Niger	0,01	303 882	109 278	413 160	0	303 882	109 278	413 160
Nigéria	0,16	2 034 574	1 748 444	3 783 018	3 783 018	0	0	0
Norvège	0,55	0	6 010 278	6 010 278	6 010 278	0	0	0
Nouvelle-Zélande	0,24	0	2 622 667	2 622 667	2 622 667	0	0	0
Oman	0,04	0	437 111	437 111	437 111	0	0	0
Ouganda	0,01	161 067	109 278	270 345	0	161 067	109 278	270 345
Ouzbékistan	0,19	7 002 256	2 076 278	9 078 534	0	7 002 256	2 076 278	9 078 534
Pakistan	0,06	0	655 666	655 666	655 666	0	0	0
Panama	0,01	237 087	109 278	346 365	226 281	10 806	109 278	120 084
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,01	101 728	109 278	211 006	210 996	0	0	0
Paraguay	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Pays-Bas	1,58	0	17 265 889	17 265 889	17 265 889	0	0	0
Pérou	0,06	610 372	655 666	1 266 038	0	610 372	655 666	1 266 038
Philippines	0,06	0	655 666	655 666	655 666	0	0	0
Pologne	0,38	213 036	4 152 555	4 365 591	4 365 591	0	0	0
Portugal	0,24	0	2 622 667	2 622 667	2 622 667	0	0	0
Qatar	0,04	763 772	437 111	1 200 883	982 327	0	218 556	218 556
République arabe syrienne	0,05	406 915	546 389	953 304	406 915	0	546 389	546 389
République centrafricaine	0,01	257 331	109 278	366 609	0	257 331	109 278	366 609
République de Corée	0,80	0	8 742 223	8 742 223	8 742 223	0	0	0
République de Moldova	0,11	3 330 614	1 202 055	4 532 669	1 500 000	1 830 614	1 202 055	3 032 669
République démocratique populaire lao	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
République dominicaine	0,01	817 137	109 278	926 415	0	817 137	109 278	926 415
République populaire démocratique de Corée	0,04	818 900	437 111	1 256 011	189 985	621 915	437 111	1 066 026
République tchèque	0,32	32	3 496 888	3 496 920	3 496 920	0	0	0
République-Unie de Tanzanie	0,01	134 877	109 278	244 155	35 817	91 060	109 278	208 338
Roumanie	0,15	1 729 388	1 639 166	3 368 554	1 729 388	0	1 639 166	1 639 166
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5,27	0	57 589 390	57 589 390	57 589 390	0	0	0
Rwanda	0,01	200 640	109 278	309 918	0	200 640	109 278	309 918
Sainte-Lucie	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	0,01	230 600	109 278	339 878	150 000	81 600	109 278	189 878
Saint-Marin	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,01	168 016	109 278	277 294	49 703	113 313	109 278	227 591
Samoa	0,01	101 728	109 278	211 006	101 728	0	109 278	109 278
Sao Tomé-et-Principe	0,01	460 446	109 278	569 724	128 700	331 746	109 278	441 024
Sénégal	0,01	330 106	109 278	439 384	106 010	224 096	109 278	333 374

/...

État Membre	Barème de 1995 (%)	Contributions exigibles au 1er janvier 1995			Montants recouvrés en 1995	Contributions non acquittées		
		Années précédentes	Année en cours	Total		Années précédentes	Année en cours	Total
Seychelles	0,01	103 794	109 278	213 072	0	103 794	109 278	213 072
Sierra Leone	0,01	279 705	109 278	388 983	115 000	164 705	109 278	273 983
Singapour	0,14	0	1 529 889	1 529 889	1 529 889	0	0	0
Slovaquie	0,10	0	1 092 777	1 092 777	1 092 777	0	0	0
Slovénie	0,07	0	764 945	764 945	764 945	0	0	0
Somalie	0,01	479 260	109 278	588 538	0	479 260	109 278	588 538
Soudan	0,01	101 728	109 278	211 006	0	101 728	109 278	211 006
Sri Lanka	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Suède	1,22	0	13 331 889	13 331 889	13 331 889	0	0	0
Suriname	0,01	203 797	109 278	313 075	102 051	101 746	109 278	211 024
Swaziland	0,01	37 765	109 278	147 043	53 063	0	93 980	93 980
Tadjikistan	0,03	1 388 205	327 833	1 716 038	0	1 388 205	327 833	1 716 038
Tchad	0,01	410 922	109 278	520 200	0	410 922	109 278	520 200
Thaïlande	0,13	0	1 420 611	1 420 611	1 420 611	0	0	0
Togo	0,01	101 728	109 278	211 006	110 363	0	100 643	100 643
Trinité-et-Tobago	0,04	728 733	437 111	1 165 844	523 959	204 774	437 111	641 885
Tunisie	0,03	0	327 833	327 833	327 833	0	0	0
Turkménistan	0,04	1 665 846	437 111	2 102 957	0	1 665 846	437 111	2 102 957
Turquie	0,34	3 777 613	3 733 092	7 510 705	4 100 000	0	3 410 705	3 410 705
Ukraine	1,48	41 405 490	16 173 112	57 578 602	5 000 000	36 405 490	16 173 112	52 578 602
Uruguay	0,04	406 915	437 111	844 026	406 915	0	437 111	437 111
Vanuatu	0,01	302 261	109 278	411 539	186 300	115 961	109 278	225 239
Venezuela	0,40	6 743 639	4 371 111	11 114 750	7 650 918	0	3 463 832	3 463 832
Viet Nam	0,01	101 758	109 278	211 036	211 036	0	0	0
Yémen	0,01	191 044	109 278	300 322	109 103	81 941	109 278	191 219
Yougoslavie	0,11	9 611 549	1 202 055	10 813 604	0	9 611 549	1 202 055	10 813 604
Zaire	0,01	69 278	109 278	178 556	0	69 278	109 278	178 556
Zambie	0,01	15 757	109 278	125 035	0	15 757	109 278	125 035
Zimbabwe	0,01	0	109 278	109 278	109 278	0	0	0
Total	100,00	481 765 269	1 134 628 998	1 616 394 267	806 335 683^b	385 595 791	24 462 793	810 058 584

^a Les montants des contributions non acquittées peuvent comprendre des montants qui, en vertu d'une résolution de l'Assemblée générale, ne doivent pas être pris en compte dans l'application de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies. Ces montants restent néanmoins dus par les États Membres concernés.

^b Y compris des montants de 1 073 000 dollars et 182 230 dollars reçus respectivement de l'Algérie et de la Colombie en 1994 au titre de leur quote-part de 1995 et un montant de 8 962 dollars qui avait été inscrit au compte d'attente en faveur de six pays.

/...

ANNEXE IV

Fonds général, fonds de roulement et compte spécial : mouvements de trésorerie (disponibilités)^a

Janvier 1991-décembre 1995

(En millions de dollars des États-Unis)

Année	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
1991	Solde d'ouverture	47,5	112,4	91,3	70,3	74,2	(0,5)	(3,9)	46,3	(31,4)	(29,2)	90,4	9,9
	Recettes	140,9	68,4	53,4	88,7	17,7	57,1	140,8	18,1	87,9	202,2	6,4	972,2
	Décaissements	76,0	89,5	74,4	84,8	92,4	60,5	90,6	95,8	85,7	82,6	86,9	40,4
	Solde de clôture	112,4	91,3	70,3	74,2	(0,5)	(3,9)	46,3	(31,4)	(29,2)	90,4	9,9	60,1
1992	Solde d'ouverture	60,1	165,2	121,6	101,3	71,5	4,6	105,9	59,5	(14,6)	(69,3)	77,7	(9,9)
	Recettes	231,1	41,7	70,8	50,2	17,0	171,4	37,1	28,9	25,0	254,5	5,1	78,2
	Décaissements	126,0	85,3	91,1	80,0	83,9	70,1	83,5	103,0	79,7	107,5	92,7	80,7
	Solde de clôture	165,2	121,6	101,3	71,5	4,6	105,9	59,5	(14,6)	(69,3)	77,7	(9,9)	(12,4)
1993	Solde d'ouverture	(12,4)	53,0	82,4	12,1	168,7	177,3	141,1	85,9	(14,4)	12,1	175,5	90,7
	Recettes	184,6	126,5	37,0	246,8	48,6	53,3	30,3	12,7	72,8	244,0	20,0	47,7
	Décaissements	119,2	97,1	107,3	90,2	40,0	89,5	85,5	113,0	46,3	80,6	104,8	138,7
	Solde de clôture	53,0	82,4	12,1	168,7	177,3	141,1	85,9	(14,4)	12,1	175,5	90,7	(0,3)
1994	Solde d'ouverture	(0,3)	163,2	131,2	262,2	193,2	164,5	96,5	106,5	30,5	(35,5)	(54,5)	72,5
	Recettes	240,0	58,0	197,0	49,0	56,0	15,0	116,0	7,0	22,0	45,0	263,0	30,0
	Décaissements	76,5	90,0	66,0	118,0	84,7	83,0	106,0	83,0	88,0	64,0	136,0	128,0
	Solde de clôture	163,2	131,2	262,2	193,2	164,5	96,5	106,5	30,5	(35,5)	(54,5)	72,5	(25,5)
1995	Solde d'ouverture	(25,5)	135,6	242,6	197,4	166,0	187,6	91,6	10,4	(54,6)	(129,3)	(77,5)	(153,1)
	Recettes ^c	236,8	211,9	70,2	78,0	130,2	39,7	6,2	14,5	42,3	142,4	15,9	28,5
	Décaissements	75,7	104,9	115,4	109,4	108,6	135,7	87,4	79,5	117,0	90,6	91,5	113,8
	Solde de clôture	135,6	242,6	197,4	166,0	187,6	91,6	10,4	(54,6)	(129,3)	(77,5)	(153,1)	(238,4)

^a À l'exclusion des espèces en monnaies non convertibles et des espèces qui ne sont pas immédiatement disponibles (par exemple, celles qui sont détenues par des bureaux extérieurs).

^b Y compris les variations nettes d'autres éléments de l'actif et du passif.

^c Y compris les contributions reçues de janvier au 19 octobre et les projections de cette date à décembre 1995.